

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 14 AVRIL 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0.30 F

EDITORIAL Martinique

La CGTM ... appellera-t-elle à la grève générale ?

A l'issue de la réunion du vendredi 9 avril, le comité exécutif élargi de la CGTM a décidé la convocation après plus d'une semaine de lenteur, d'un meeting ce mercredi à 18 h à la maison des syndicats. Ensuite le comité exécutif de la CGTM se réunira pour décider d'une grève générale de soutien aux ouvriers du Bâtiment et pour l'application des lois sur le chômage.

Il a fallu une mobilisation et une poussée constantes des ouvriers pour que les dirigeants syndicaux se décident à parler de grève générale. Il a fallu plusieurs accrochages où Lamon et Tanger ont été pris à parti pour que ces messieurs se décident enfin à prêter l'oreille à la volonté ouvrière.

La réunion du mercredi vient à un moment important de la lutte engagée par les travailleurs contre le chômage. C'est pourquoi ils doivent participer nombreux au meeting du 14.

Ce sera pour eux une manière de montrer leur volonté claire de lutter contre le chômage, et de se préparer à cette lutte.

Mais les travailleurs doivent se méfier de ces dirigeants syndicaux. Ceux-ci ne parlent de grève générale que pour fuir devant la pression des travailleurs les plus combatifs du Bâtiment et pour éviter de perdre le contrôle du mouvement. Mais de toutes les fibres de leur corps ils sont opposés à cette idée de grève générale.

Les hospitaliers se remettent en grève, Colson est en grève, le Bâtiment semble vouloir continuer lui aussi la lutte, les postiers eux aussi ont montré leur mécontentement, la cimenterie a décidé de montrer sa solidarité avec le Bâtiment. Eh bien tout cela veut dire que le mécontentement grandit et qu'il faut donner à l'ensemble de la classe ouvrière de Martinique une perspective de lutte commune sur des objectifs communs.

Si les directions syndicales sont incapables de fournir une telle perspective, les travailleurs doivent prendre eux mêmes en main leurs propres affaires et se donner cette perspective. Ils ont le moyen de le faire en élisant à la tête de leurs luttes des comités de Grève qui se regrouperont ensuite à l'échelle de tous les secteurs en grève.

La classe ouvrière de Martinique a déjà montré qu'elle était capable de lutter. Elle doit montrer qu'elle peut prendre en main elle même sa lutte et la conduire à la victoire. Ce que les bureaucrates n'ont pu faire en Février 1974.

MARTINIQUE

FIN DE LA GRÈVE DES POMPISTES :

LES USAGERS PAIERONT PLUS CHER,

Après six jours de grève les pompistes ont obtenu satisfaction dans leurs revendications. eux-ci réclamaient une augmentation d'un centime par litre d'essence.

Il a fallu moins d'une semaine de grève pour que le ministère des finances accepte de satisfaire les revendications des gérants des stations-service.

Cette grève de l'essence commençait à gêner sérieusement la vie économique du pays, et la prolongation de ce mouvement aurait sans doute porté atteinte à la marche normale des entreprises et

de l'administration, d'où la pression exercée de toute part pour demander au gouvernement de céder. Mais une fois de plus c'est la population qui va payer. Le gouvernement ne s'attaque pas à la marge bénéficiaire de la SOMAL et des différentes compagnies SHELL, TEXACO, ESSO, etc, mais il augmentera tout simplement le prix du litre d'essence. Tout cela se fait sur le dos des usagers.

COMBAT OUVRIER N° 60 EST EN LIBRAIRIE.
DEMANDEZ-LE.

POINTE-A-PITRE, HOPITAL GENERAL

MORT D'UN TRAVAILLEUR

Nous avons tous été touchés la semaine dernière par la mort d'un de nos camarades. Sa disparition nous a d'autant plus frappés qu'elle fut provoquée par le dur travail qu'il accomplissait depuis des années, parmi nous. En effet, il était chargé de brûler les déchets et les matières organiques de l'hôpital. Ainsi, obligé de respirer tous les jours la fumée et les gaz toxiques en émanant il avait fini par tomber malade. Certes, dès les premiers symptômes, il fut déplacé, mais la maladie l'avait déjà condamné.

Cette mort nous scandalise tous ! Car elle est due au fait que la direction du centre hospitalier ne s'était guère soucée d'assurer à notre camarade toute la protection exigée par un travail aussi dangereux ! Il fut donc victime des mauvaises conditions de travail qui nous frappent tous et mépris qu'affecte toujours la direction à l'égard de tout ce qui concerne l'intérêt des employés ! Mépris d'autant plus révoltant que tous ces messieurs qui dirigent et administrent pensent en général à améliorer leur propre confort et travaillent dans l'atmosphère agréable de leurs bureaux climatisés.

Mais penser à améliorer les conditions de travail des plus humbles des travailleurs, ceux qui débarrassent les entreprises et les services publics de leurs saies, cela semble être un obstacle infranchissable.

Mais l'obstacle, c'est à la fois la carapace d'indifférence et d'égoïsme de ceux qui dirigent cette société et l'argent qui intervient forcément dans tous les problèmes sociaux.

On préfère dans cette société économiser quelques sous en refusant de moderniser par exemple un système de crémation des déchets dans un hôpital, que de protéger la santé et la vie des travailleurs.

Oui, c'est triste, c'est déplorable, mais c'est cela notre société dite "civilisée" ! L'argent y a plus d'importance que la vie.

Mais il y a aussi que nous acceptons bien souvent, nous-mêmes travailleurs, de mettre en danger notre santé ou celle de nos camarades, et parfois notre vie, quand les patrons nous le demandent.

Il y a que par crainte ou par manque d'organisation, ou par carence de ces organisations, nous acceptons des conditions de travail qui sont dangereuses.

Eh bien ! Que la mort de ce travailleur de l'hôpital ne soit pas inutile, si cela est possible. Qu'elle nous pousse à mieux nous organiser pour lutter contre ce genre de méfaits que sont les mauvaises conditions de travail. Qu'une réelle solidarité nous unisse pour mettre fin à tout cela.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E. ZOZOR
COMMISSION PARITAIRE N° 51 728
RONEO DU JOURNAL : P.A.P.
CORRESPONDANT : G. BEAUJOUR
3ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 60

Italie

C'EST LA CRISE POLITIQUE

L'Italie est au bord de la crise politique.

Alors que les partis bourgeois traditionnels, Démocrates-Chrétiens et Social-Démocratie, ont du mal à gouverner, la monnaie italienne, la lire, perd de plus en plus de sa valeur.

Tous les commentateurs s'accordent à dire que l'on va vers des élections législatives anticipées.

La situation est telle en effet, à la Chambre des députés, qu'aucun parti de droite n'y dispose de suffisamment de sièges pour gouverner seul. D'autre part, le Parti Communiste y dispose, lui, d'une importante représentation qui le rend arbitre de la situation.

La solution qui pourrait être envisagée dans cette situation de crise, serait alors de faire venir au gouvernement la gauche italienne, où le PCI est très fort.

La participation des communistes au

pouvoir aurait alors pour but de faire passer, dans la classe ouvrière, les mesures de restriction qui aideraient les capitalistes à sortir de la crise. La bourgeoisie compte en effet sur l'implantation massive du PCI dans cette classe ouvrière pour faire passer de telles mesures.

Cette situation conduirait alors la gauche, PCI en tête, à se déconsidérer suffisamment pour que les courants les plus à droite et même à l'extrême-droite (néo-fascistes, militaires) envisagent alors de gouverner en brisant les organisations ouvrières et en mettant la classe ouvrière au pas.

Seules l'apparition et la mobilisation dans la classe ouvrière d'un courant révolutionnaire organisé pourraient, profitant de l'instabilité du pouvoir de la bourgeoisie italienne, ouvrir d'autres perspectives aux travailleurs.

- o - o -

FORT DE FRANCE

Les bureaucrates syndicaux et la démocratie ouvrière

Au cours de l'Assemblée Générale du lundi, Tanger vint proposer aux ouvriers qui le voulaient de s'inscrire au comité de grève. Mais ce comité de grève qui devait être l'expression de la représentativité ouvrière n'en est qu'une caricature dans les mains des bureaucrates syndicaux. C'est ainsi que Tanger est venu avec une liste, déjà établie par ses soins de neuf ouvriers et qu'il a refusé d'inscrire un travailleur combatif qui se proposait, disant que c'était un ouvrier de Combat Ouvrier, et que Combat Ouvrier

"c'est de la politique", puis il s'est éclipsé vivement pour éviter la discussion ou l'inscription d'autres ouvriers sur la liste.

C'est ainsi que Tanger et les bureaucrates syndicaux veulent écarter les ouvriers combatifs de la direction de leur mouvement. Ils ont peur de la démocratie ouvrière, car ils ont peur que les ouvriers prennent leur lutte en mains et décident de faire autre chose et d'aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes.

GUADELOUPE

Fin de la grève des transports

M. Henri Bangou, maire de Pointe-à-Pitre, a tenu une conférence de presse lundi 12 avril pour rendre publics les termes de l'accord intervenu entre la municipalité et les transporteurs.

Cet accord, en donnant en grande partie satisfaction aux petits transporteurs, a permis de mettre fin au conflit.

Il est clair cependant que c'est là un problème qui ne peut manquer de se poser à nouveau dans les mois ou dans les années à venir. Car il s'agit en fait du problème global de la circulation routière dans Pointe-à-Pitre et sa région qui s'étend de plus en plus. C'est aussi le problème de la circulation entre Pointe-à-Pitre et les autres villes et communes de ce pays.

Résoudre de tels problèmes, ce n'est certes pas une petite affaire. Ce ne peut être en tous cas la seule affaire de la municipalité et des transporteurs. Car c'est aussi un problème qui concerne en tout premier lieu les usagers.

Nous pensons pour notre part que les transports existent pour les usagers.

Parce que ceux-ci existent et ont besoin de se déplacer pour leurs activités professionnelles mais aussi pour leurs loisirs. Et que, par conséquent, ils ont besoin de transports fréquents, confortables, rapides, bon marché et circulant quand même un peu plus tard que ceux qui existent actuellement.

Ce n'est pas cette politique que l'on peut observer en Guadeloupe où tout ce qu'on demande aux usagers, c'est de s'entasser le plus possible, souvent au mépris de toute sécurité, dans les quelques transports existants.

C'est pourquoi le préfet Aurousseau, qui s'est lavé publiquement les mains de toute cette histoire, n'a fait que démontrer une nouvelle fois l'irresponsabilité de l'administration pour tout ce qui concerne les difficultés que rencontre quotidiennement la population. Car la circulation automobile et donc les transports en commun, cela doit relever effectivement non pas des initiatives locales de telle ou telle commune mais de l'administration générale de la Guadeloupe.

PROCHAINEMENT

LE GALA DE COMBAT OUVRIER APPEL AUX ARTISTES

Le troisième gala annuel de Combat Ouvrier aura lieu au mois de juin.

Comme les années précédentes, ce sera l'occasion pour nos sympathisants et amis de se réunir dans une ambiance détendue et fraternelle afin d'assister à un spectacle de qualité qui s'achèvera par un grand bal.

Cette année encore nous faisons appel au concours bénévole de tous les artistes : comédiens, conteurs et de tout autre domaine artistique tout comme aux musiciens.

Nous demandons à tous ceux qui ont un bon spectacle à montrer et à faire apprécier, artistes militants ou sympathisants du mouvement des travailleurs, de se faire connaître en prenant contact avec nos vendeurs et diffuseurs et nous leur disons par avance merci.

France

LE POUVOIR RECOULE DEVANT LA MOBILISATION ETUDIANTE

Après trois jours de réflexion et de discussion les étudiants de France ont finalement décidé de lancer une grève générale de l'enseignement supérieur à partir du 15 avril, et reconductible tous les deux jours.

Il faut croire que le gouvernement a pris cette menace très au sérieux, puisqu'on vient d'annoncer que la réforme Haby ne sera pas appliquée avant qu'il y ait à son sujet d'autres discussions.

Le gouvernement a donc cédé devant la mobilisation étudiante.

MARDI 13: FORT-DE-FRANCE

Situation dans le Bâtiment: toujours en grève

Le lundi 12, de nombreux ouvriers du Bâtiment se sont réunis à la Maison des Syndicats puis ont défilé en ville en fin de matinée aux cris de : "du travail pour tous", "non aux licenciements".

Mais la situation est toujours au point mort et les dirigeants de la CGT ne font rien pour la débloquent car les Lamon et Tanger ne présentent aux travailleurs qu'une seule alternative : faire pression sur le Conseil Général pour que celui-ci fasse à son tour pression sur les patrons. Mardi 13 est en effet prévue une rencontre patrons-Conseil Général.

Cependant les ouvriers du Bâtiment ont compris que ce n'est pas du Conseil Général que dépend l'issue de leur lutte mais d'eux-mêmes, de leur mobilisation et de leur force. Et ils sont bien décidés à continuer le combat.